

*Les subsides*

Alors qu'est-ce que c'est qu'une société de la Couronne? J'ai essayé de la définir, mais qu'est-ce qui est essentiel dans la société de la Couronne? C'est une entreprise publique qui existe dans un cadre d'économie mixte, c'est-à-dire que nous avons les sociétés, entreprises de la Couronne, qui travaillent dans un secteur où il existe également l'entreprise privée. Il y a une espèce de concurrence entre ces deux secteurs. Et ce qui est important aussi dans le concept des sociétés de la Couronne, c'est le fait que la société de la Couronne elle-même est une entreprise publique, mais qu'elle s'inspire fortement des méthodes, des conceptions, des habitudes, des techniques du secteur privé. J'insiste sur cela, parce que c'est très important et je ne suis pas original en disant cela, parce que ce que je dis là, c'est conventionnel au Canada. Lisons, par exemple, la loi sur Air Canada, au paragraphe 7, qui stipule très bien:

«(2) En exerçant les fonctions qui lui sont conférées par la présente loi, le conseil ...

... le conseil d'administration ...

... doit respecter les règles de saine gestion commerciale, notamment la recherche du profit.»

Très important! Alors les sociétés de la Couronne sont elles-mêmes les institutions mixtes où l'entreprise privée, la philosophie de l'entreprise privée, a son rôle à jouer. Encore une fois, tout cela est répété dans tous les documents que je pourrais signaler, et en passant, par exemple, cette citation de Van Loon & Wittington:

*[Traduction]*

... la conjugaison d'une certaine obligation de rendre des comptes et de la liberté d'initiative généralement associée à l'entreprise privée.

C'est la définition classique de la société de la Couronne, comme je ne cesse de le répéter.

*[Français]*

Et alors c'est cela qui est la valeur de ce type d'entreprise, c'est cela qui en fait l'originalité, c'est cela qui également fait que ce type d'entreprise, la société de la Couronne, est tellement attaqué fréquemment. Pourquoi cela? Certains vont dire que c'est parce qu'elle s'inspire trop de l'entreprise privée, et d'autres parce qu'elle ne s'en inspire pas assez. On se rend donc compte qu'il y a continuellement un débat parce que les gens, et le député d'Annapolis Valley-Hants en fait partie, ne sont pas très certains de ce qu'ils veulent. Moi, je sais ce que je veux. Je veux que la société de la Couronne s'inspire d'objectifs du secteur public en même temps que des méthodes, des techniques et de la psychologie de l'entreprise privée.

Je sais ce que je veux, et en règle générale, je pense que je ne me contredis pas trop souvent parce que chaque fois que les députés se lèvent à la Chambre pour me dire: «Est-ce que le ministre des Transports n'a pas l'intention d'intervenir auprès du conseil d'administration d'Air Canada ou de CN ou de Northern Transportation?» Je dis non! Je dis que je me repose sur l'administration des affaires courantes, sur le conseil d'administration de ces sociétés-là. J'ai, en d'autres termes, un comportement avec lequel j'essaie de ne pas être en contradiction tous les jours. Je ne suis pas en faveur d'un interventionnisme déréglé certains jours, et d'un non-interventionnisme abusif les jours suivants.

On peut se demander pourquoi cette institution de société de la Couronne est si populaire et si répandue au Canada. Et si

l'on consulte les auteurs sur cela, ils vont donner cinq, six raisons pour expliquer la popularité de ce phénomène au Canada: la géographie, les exigences de l'unité du Canada ont contribué énormément à la création d'Air Canada et du CN, par exemple. Il n'y a pas de doute que si le pays n'avait pas eu cette ampleur et également cette faible densité dans certaines régions, on n'aurait pas eu besoin de l'entreprise publique pour créer ces grandes institutions-là. C'est à cause de la géographie et de la politique que nous les avons. L'histoire également, la crise économique, la Seconde Guerre ... On se rappelle que c'est au cours de la Seconde Guerre mondiale que M. C. D. Howe, qui était un homme du secteur privé s'il en fut jamais un, a créé une bonne trentaine de ces entreprises publiques. La croissance du rôle de l'État y a également contribué. Les besoins de pallier aux déficiences du secteur public et du secteur privé y ont contribué également. Et dans certains cas, tout simplement les circonstances économiques. Je ne pense pas qu'on devrait faire l'erreur de penser que c'est par socialisme et par plaisir ou par fantaisie que le gouvernement du Canada a pris en main les sociétés Canadair et de Havilland. C'est simplement parce qu'il le fallait. On n'avait pas le choix. Si on voulait conserver ces entreprises de secteur de pointe au Canada, il fallait agir, et le gouvernement a agi en créant des sociétés de la Couronne.

Je mentionne donc tout cela pour que ceux qui écoutent constatent que c'est dans un but très pratique, pour des objectifs très concrets, que le gouvernement du Canada a historiquement créé ces institutions. Ce qu'il faut signaler également, c'est que la popularité des sociétés de la Couronne ne se retrouve pas seulement au niveau fédéral, mais aussi aux niveaux provincial et municipal. De plus, ce qu'il faut signaler aussi en passant et très fortement, c'est qu'aucun parti au Canada n'a détenu le monopole relativement à la création des sociétés de la Couronne. Les progressistes conservateurs en ont créé un bon nombre, les libéraux ainsi que les socialistes également.

J'essaie de signaler tout cela en vue de démontrer que même si on peut critiquer l'administration, les agissements ainsi que les comportements des sociétés de la Couronne, il n'en reste pas moins qu'elles répondent à une donnée fondamentale, à quelque chose, à un besoin et également à des méthodes de travail qui existent au Canada. A mon avis, on devrait, tout en les critiquant, être généralement fier de ce que nous avons accompli dans ce domaine-là au Canada. Encore une fois, cela dépasse les niveaux fédéral et municipal; cela dépasse le parti progressiste conservateur ou le parti libéral. Voilà quelque chose qui est vraiment fondamental en ce qui a trait à la vie politique et économique au Canada.

Ce qui m'angoisse un peu, puisque nous sommes dans un domaine où l'équilibre est essentiel, c'est de constater que très souvent, et cela pour des intentions très louables, certains de mes collègues voudraient établir un contrôle du pouvoir exécutif ou du pouvoir législatif de ces sociétés-là, ce qui serait trop considérable. Je sais que je vais choquer certaines personnes en disant cela, mais si l'on pense qu'un aspect essentiel des sociétés de la Couronne est cet esprit d'entreprise privée, eh bien, on ne va pas essayer de détruire cet esprit-là pour rendre service aux sociétés de la Couronne.